

**Corée du Nord - L'Union
européenne ajoute quatre personnes
impliquées dans le financement du
programme nucléaire à la liste des
sanctions - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 19 avril 2018)**

Le Conseil a ajouté quatre personnes à la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ces mesures restrictives consistent en une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et en un gel des avoirs. Les quatre personnes ont été impliquées dans des pratiques financières frauduleuses, qui sont soupçonnées de contribuer aux programmes de la RPDC en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques ou d'autres armes de destruction massive.

De tous les régimes de sanctions mis en place par l'UE, celui appliqué à l'encontre de la RPDC est le plus sévère. Ces sanctions ont été adoptées en réaction aux activités menées par la RPDC pour mettre au point des armes nucléaires et de missiles balistiques, qui sont en violation de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Non seulement l'UE transpose les sanctions imposées par les Nations unies, mais elle dispose également de son propre régime de sanctions autonomes à l'encontre de la RPDC, qui complète et renforce les sanctions adoptées par les Nations unies. Les nouvelles inscriptions adoptées aujourd'hui font partie du régime de sanctions autonomes de l'UE contre la RPDC.

La décision porte à 59 le nombre total des personnes inscrites sur la liste par l'UE au titre de ses mesures autonomes. En outre, l'UE a gelé les avoirs de 9 entités dans le cadre de son propre régime de sanctions. Elle a également transposé toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, qui imposent des sanctions à 80 personnes et à 75 entités inscrites actuellement sur la liste de l'ONU.

Le 19 mars 2018, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont examiné la situation sur la péninsule coréenne avec Mme Kang Kyung-wha, ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud, à la lumière des annonces faites récemment par les dirigeants de la RPDC et dans la perspective du sommet entre M. Kim Jong-un et M. Moon Jae-in, président de la Corée du Sud, qui doit avoir lieu en avril, ainsi que de la rencontre annoncée entre M. Kim Jong-un et le président américain, M. Donald Trump. Les ministres ont salué les efforts déployés par la Corée du Sud pour apaiser les tensions sur la péninsule et améliorer les relations entre les deux Corées, ainsi que pour créer les conditions nécessaires pour envisager une solution diplomatique ayant pour objectif la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils contiennent les noms des

personnes concernées et les motifs spécifiques de leur inscription et seront publiés au Journal officiel le 20 avril 2018./.